

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2017 B 07104

Numéro SIREN : 831 210 521

Nom ou dénomination : VIAVEÏS

Ce dépôt a été enregistré le 06/08/2020 sous le numéro de dépôt 25862

Greffe du tribunal de commerce de Nanterre



Documents comptables déposés en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 06/08/2020

Numéro de dépôt : 2020/25862

Déposant :

Nom/dénomination : VIAVEÏS

Forme juridique : Société anonyme

N° SIREN : 831 210 521

N° gestion : 2017 B 07104



VIAVEIS

Société par actions simplifiée

12-14 rue Louis Blériot
92500 Rueil Malmaison

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019



VIAVEIS

Société par actions simplifiée

12-14 rue Louis Blériot

92500 Rueil Malmaison

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'associé unique de la société VIAVEIS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société VIAVEIS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Président le 18 mai 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Société par actions simplifiée au capital de 2 188 160 €
Société d'Expertise Comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de Paris Ile-de-France
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie Régionale de Versailles
572 028 041 RCS Nanterre
TVA : FR 02 572 028 041

Une entité du réseau Deloitte

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique. S'agissant des événements survenus et des

éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'associé unique appelé à statuer sur les comptes.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 17 juin 2020

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

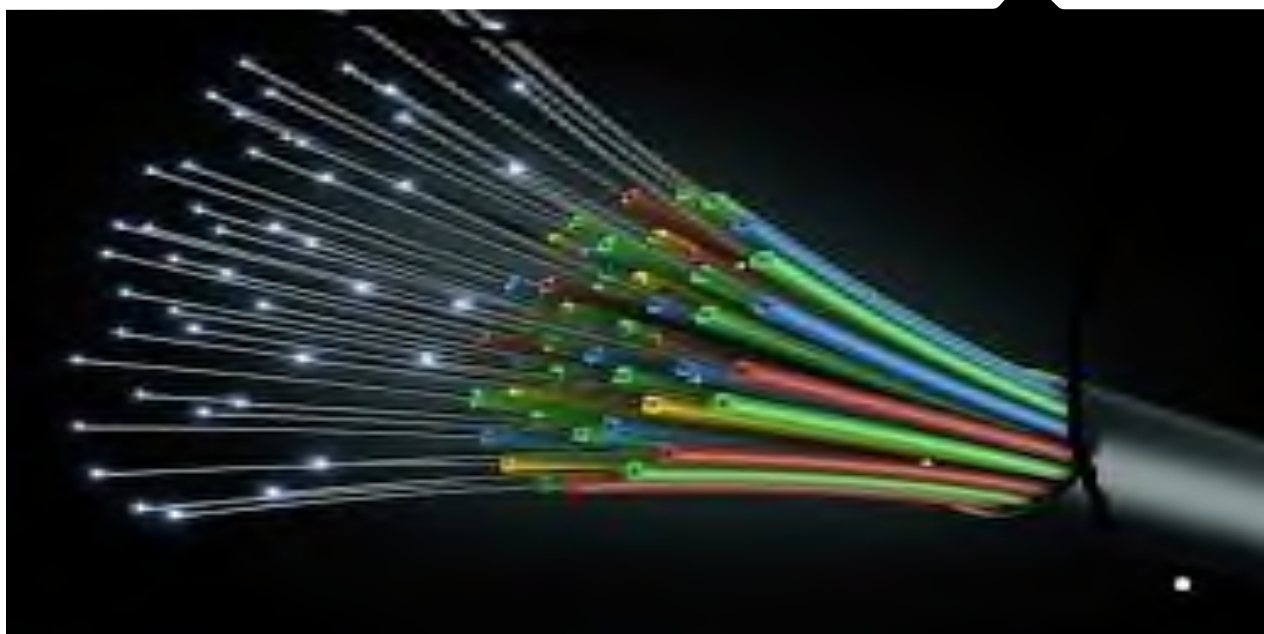

Frédéric SOULIARD

VIAVEÏS

Siège social : 12-14, rue Louis Blériot – 92500 Rueil-Malmaison

RCS NANTERRE 831 210 521

COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2019



VIAVEÏS

Comptes annuels Au 31 décembre 2019

Compte de résultat

(en euros)	Notes	2019	2018
Chiffre d'affaires	3.1.1	1 479 175	0
Charges d'exploitation		(1 399 229)	(1 678 4)
Achats et charges externes	3.1.2	(1 395 063)	(1 664 8)
Autres Charges (-)/Produits (+) d'exploitation	3.1.3	(3 909)	(1)
Impôts et taxes	3.1.4	(257)	(135)
Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions		0	0
Résultat d'exploitation		79 946	(1 678 4)
Charges (-) et produits financiers (+)	3.1.5	(217)	(91)
Résultat courant		79 729	(1 687 5)
Charges (-) et produits exceptionnels (+)		0	0
Impôts sur les sociétés	3.1.6	(17 599)	0
Résultat net		62 130	(1 687 5)

Bilan

(en euros)	Notes	31/12/2019	31/12/2018
Immobilisations incorporelles		0	0
Immobilisations corporelles		0	0
Immobilisations financières		0	0
Total actif immobilisé		0	0
Clients et comptes rattachés	3.2.1	1 757 638	0
Autres créances et comptes de régularisation	3.2.2	269 702	328
Disponibilités	3.2.3	9 235	14 418
Total actif circulant		2 036 575	14 746
TOTAL DE L'ACTIF		2 036 575	14 746

(en euros)	Notes	31/12/2019	31/12/2018
Capital		10 000	10 000
Report à nouveau		(1 687 5)	0
Résultat		62 130	(1 687 5)
Capitaux propres	3.3.2	55 255	(6 875)
Provisions pour risques et charges		0	
Fournisseurs et comptes rattachés	3.3.3	1 615 217	1 530
Autres dettes et comptes de régularisation	3.3.4	366 103	20 091
Total dettes		1 981 320	21 621
TOTAL DU PASSIF		2 036 575	14 746

Tableau des flux de trésorerie

(en euros)	2019	2018
Résultat net	62 130	(16 875)
Amortissements, dépréciations et provisions nets d'exploitation	0	0
Plus-value / moins value de cession	0	0
Autres	0	0
Marge brute d'auto-financement	62 130	(16 875)
Créances et Stocks	(2 027 013)	(628)
Dettes d'exploitation et diverses	1 959 700	21 621
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(67 313)	21 293
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(6 183)	4 418
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement	0	0
Augmentation de capital	0	10 000
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement	0	10 000
Variation de trésorerie	(6 183)	14 418
Trésorerie d'ouverture (hors instruments financiers)	14 418	0
Trésorerie de clôture (hors instruments financiers)	9 235	14 418

Annexe aux comptes annuels

Au 31 décembre 2019

1 EVENEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS AU COURS DE L'EXERCICE

L'exercice 2019 de VIAVEÏS est le second exercice clos pour la société.

Cet exercice a été marqué par le démarrage de l'activité de la société. Ainsi, la société VIAVEÏS a mis en œuvre les contrats de prestation de services conclus l'année précédente avec les sociétés de concessions d'autoroutes concernant les infrastructures d'accueil et les équipements techniques des communications électroniques.

2 RÈGLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

Les principes comptables appliqués par VIAVEÏS au 31 décembre 2019 sont les mêmes que ceux retenus pour les états financiers annuels au 31 décembre 2018. Les comptes annuels sont présentés conformément au règlement ANC n°2016-07 relatif au PCG abrogeant le règlement CRC n°99-03 se rapportant aux comptes annuels (homologation publiée au JO du 15 octobre 2014) et aux principes appliqués pour l'établissement des comptes annuels en normes françaises.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice comptable à l'autre,
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

2.1 Immobilisations

Au 31 décembre 2019, il n'y a pas d'immobilisations dans la société VIAVEÏS.

2.2 Créances clients et autres créances d'exploitation

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Elles ne font pas l'objet d'une actualisation.

Une dépréciation est pratiquée lorsque qu'il apparaît à la clôture de l'exercice que la valeur actuelle est inférieure à la valeur comptable et qu'il existe une perte probable mais jugée réversible.

2.3 Dettes

Les dettes sont enregistrées pour leur valeur nominale de remboursement. Elles ne font pas l'objet d'une actualisation.

2.4 Impôts sur les sociétés

Les impôts sur les bénéfices sont comptabilisés selon la méthode de l'impôt exigible.
La société est membre du groupe d'intégration fiscale où VINCI SA est la société mère.

2.5 Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice Covid-19

A ce stade d'avancement, la pandémie du Covid-19 et les mesures strictes de confinement imposées par les autorités publiques du 17 mars 2020, ainsi que les mesures d'adaptation opérationnelles mises en place localement, ne devraient pas avoir des incidences significatives sur l'activité et les résultats de la société.

2.6 Changements de méthodes

Par rapport aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018, la société n'a procédé à aucun changement de méthode comptable.

3 NOTES SUR LES COMPTES

3.1 Compte de résultat

3.1.1 Chiffre d'affaires

L'activité de la société en 2019 repose principalement sur des contrats de prestations de services conclus avec les trois sociétés de concessions d'autoroutes de VINCI Autoroutes.

(en euros)	2019	2018
Prestations de service	1 479 175	0
Chiffre d'affaires	1 479 175	0

3.1.2 Achats et charges externes

(en euros)	2019	2018
Achats de fournitures et d'études	2 551	0
Autres charges externes	1 392 512	16 648
Achats et Charges externes	1 395 063	16 648

Le détail des autres charges externes se décompose comme suit :

(en euros)	2019	2018
Services extérieurs	5 752	11 500
Personnel extérieur	111 323	0
Rémunérations d'intermédiaires & honoraires	1 217 777	4 072
Publicité, publications, relations publiques	2 731	0
Divers	54 929	1 076
Autres Charges externes	1 392 512	16 648

Au titre de l'exercice 2019, les honoraires des commissaires aux comptes s'élèvent à 1 200 €.

3.1.3 Autres charges et produits d'exploitation

(en euros)	2019	2018
Autres	3 909	1
Autres Charges nettes (+) ou Produits nets (-)	3 909	1

Les autres charges d'exploitation correspondent à des redevances de logiciels informatiques.

3.1.4 Impôts et taxes

(en euros)	2019	2018
Contribution économique territoriale et autres impôts locaux	257	135
Impôts et taxes	257	135

3.1.5 Charges et produits financiers

Les charges financières correspondent pour la totalité à des intérêts relatifs à la rémunération du compte courant VINCI Autoroutes dans le cadre de la gestion centralisée de la trésorerie.

(en euros)	2019	2018
Autres charges et produits financiers	(217)	(91)
Charges (-) et produits financiers (+)	(217)	(91)

3.1.6 Impôts sur les sociétés

Dans le cadre de l'intégration fiscale, la société est redevable de l'impôt sur les bénéfices à l'égard de VINCI SA, société tête du groupe fiscal.

(en euros)	2019	2018
Impôt sur les sociétés	(17 599)	0
Impôt sur les sociétés	(17 599)	0

3.2 Actif

3.2.1 Créances clients et comptes rattachés

(en euros)	31/12/2019	31/12/2018
Clients - Prestations	1 757 638	0
Dépréciation clients douteux	0	0
Créances clients et comptes rattachés	1 757 638	0

3.2.2 Autres créances et comptes de régularisation

(en euros)	31/12/2019	31/12/2018
État et autres organismes publics	269 702	328
Autres créances et comptes de régularisation	269 702	328

Les créances sur l'état concernent la TVA.

Les échéances des créances clients, autres créances et comptes de régularisation sont réparties de la façon suivante :

(en euros)	TOTAL	1 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans
Clients - Prestations	21 140	21 140				
Clients - Prestations : factures à établir	1 736 498	1 736 498				
Créances clients et comptes rattachés	1 757 638	1 757 638	0	0	0	0
État et autres organismes publics	269 702	269 702				
Autres créances et comptes de régularisation	269 702	269 702	0	0	0	0
Échéancier des créances	2 027 340	2 027 340	0	0	0	0

3.2.3 Valeurs mobilières de placement et disponibilités

(en euros)	31/12/2019	31/12/2018
Valeurs mobilières de placement	0	0
Disponibilités	9 235	14 418
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	9 235	14 418

3.3 Passif

3.3.1 Capital social

Le capital social de VIÀVEÏS s'élève à 10 000 €, divisé en 100 actions de 100 euros.

3.3.2 Capitaux Propres

(en euros)	Situation arrêtée au 01/01/2019	Affectation du résultat précédent	Résultat de l'exercice	Situation arrêtée au 31/12/2019
Capital	10 000			10 000
Report à nouveau	0	(16 875)		(16 875)
Résultat	(16 875)	16 875	62 130	62 130
Total des capitaux propres	(6 875)	0	62 130	55 255

3.3.3 Dettes fournisseurs et comptes rattachés

(en euros)	31/12/2019	31/12/2018
Fournisseurs d'exploitation : Factures reçues	76 140	0
Fournisseurs d'exploitation : Factures non reçues	1 539 077	1 530
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 615 217	1 530

3.3.4 Autres dettes et comptes de régularisation

(en euros)	31/12/2019	31/12/2018
Dettes fiscales et sociales	293 196	0
État Im pôt sur les sociétés	0	0
Autres	72 907	20 091
Autres dettes et comptes de régularisation	366 103	20 091

Les autres dettes correspondent au compte courant avec VINCI Autoroutes pour 55,3 milliers d'euros et au compte courant d'intégration fiscale avec VINCI SA pour 17,6 milliers d'euros.

Les échéances des dettes fournisseurs, autres dettes et comptes de régularisation sont réparties de la façon suivante :

(en euros)	TOTAL	1 à 3 m ois	3 à 6 m ois	6 à 12 m ois	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans
Fournisseurs d'exploitation :Factures reçues	76 140	76 140				
Fournisseurs d'exploitation :Factures non reçues	1 539 077	1 539 077				
Dettes fournisseurs et com ptes rattachés	1 615 217	1 615 217	0	0	0	0
Dettes fiscales et sociales	293 196	292 939	257			
Autres	72 907	55 308	17 599			
Autres dettes et com ptes de régularisation	366 103	348 247	17 856	0	0	0
Echéancier des dettes	1 981 320	1 963 464	17 856	0	0	0

3.4 Informations complémentaires

3.4.1 Entreprises liées

(en euros)	Créances	Dettes	Charges financières
ASF	920 450	758 576	
ESCOTA	460 115	555 513	
VINCI AUTOROUTES		55 309	218
COFIROUTE	355 933	206 400	
VINCI		17 599	
Opérations entreprises liées	1 736 498	1 593 397	218

3.4.2 Effectif moyen

La société n'a employé aucun salarié au cours de l'exercice 2019.

VIAVEÏS
Société par Actions Simplifiée au capital de 10 000 euros
Siège social : 12-14 rue Louis Blériot – 92500 RUEIL-MALMAISON
831 210 521 RCS NANTERRE

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 18 JUIN 2020

L'an deux mille vingt, le dix-huit juin à onze heures,

L'associé unique, la société VINCI Autoroutes, société par actions simplifiée au capital de 5 237 533 988 euros dont le siège social se situe 12-14 rue Louis Blériot – 92500 RUEIL-MALMAISON immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 512 377 060, propriétaire de la totalité des actions de la société VIAVEÏS SAS (ci-après la « Société »), représentée par son Président, Monsieur Pierre COPPEY, a pris les décisions qui suivent, sur convocation du Président de la Société.

Le cabinet Deloitte et Associés, Commissaires aux Comptes, régulièrement convoqué, n'assiste pas à la prise de décisions.

L'ordre du jour est le suivant :

- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019,
- Affectation du résultat,
- Conventions visées à l'article L 227-10 du Code de commerce,
- Pouvoirs pour effectuer les formalités.

L'associé unique prend connaissance :

- des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2019,
- du rapport du Commissaire aux Comptes,
- du texte des décisions proposées.

L'associé unique a pu avoir connaissance de l'ensemble des documents prescrits par les dispositions légales et réglementaires dans les formes et délais prévus.

L'associé unique a pris les décisions qui suivent.

PREMIERE DECISION

Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019

L'associé unique, après avoir pris connaissance du rapport du Commissaire aux comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019, approuve les comptes de cet exercice tels qu'ils lui ont été présentés, les dits comptes se soldant par un bénéfice de 62 129,85 euros.

Il approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ce rapport et donne au Président quitus de sa gestion pour ce second exercice.



DEUXIEME DECISION
Affectation des résultats

L'associé unique décide d'affecter le résultat de l'exercice, de la manière suivante :

- 61 129,85 euros, au poste « Report à Nouveau ». Le poste « Report à nouveau » passera ainsi d'un solde débiteur de 16 875,45 euros à un solde créditeur de 44 254,40 euros.
- 1 000,00 euros au poste « Réserve légale ». Le poste « Réserve légale » passera ainsi d'un solde nul à un solde créditeur de 1 000,00 euros.

L'associé unique prend acte que la Société n'a jamais distribué de dividendes.

TROISIEME DECISION
Conventions visées à l'article L 227-10 du Code de commerce

L'associé unique prend acte qu'il n'a pas été conclu, au cours de l'exercice 2019, de nouvelle convention relevant des articles L 227-10 et suivants du Code de commerce.

QUATRIEME DECISION :
Pouvoirs pour effectuer les formalités

L'associé unique confère tous pouvoirs au porteur de l'original, d'un extrait ou d'une copie des présentes, à l'effet d'accomplir toutes formalités légales qu'il appartiendra.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 11h30.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, lequel a été signé par l'associé unique.

VINCI Autoroutes
Pierre Coppey



VIAVEIS

Société par actions simplifiée

12-14 rue Louis Blériot
92500 Rueil Malmaison

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019



VIAVEIS

Société par actions simplifiée

12-14 rue Louis Blériot

92500 Rueil Malmaison

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'associé unique de la société VIAVEIS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société VIAVEIS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Président le 18 mai 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Société par actions simplifiée au capital de 2 188 160 €
Société d'Expertise Comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de Paris Ile-de-France
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie Régionale de Versailles
572 028 041 RCS Nanterre
TVA : FR 02 572 028 041

Une entité du réseau Deloitte

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique. S'agissant des événements survenus et des

éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'associé unique appelé à statuer sur les comptes.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 17 juin 2020

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



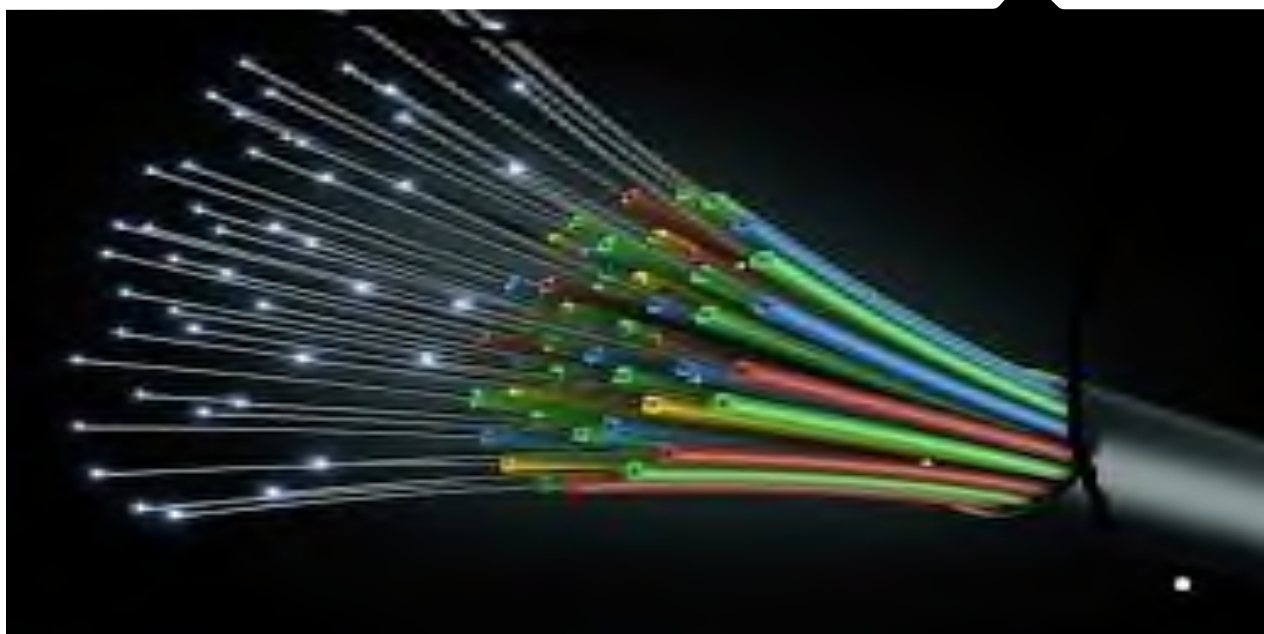
Frédéric SOULIARD

VIAVEÏS

Siège social : 12-14, rue Louis Blériot – 92500 Rueil-Malmaison

RCS NANTERRE 831 210 521

COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2019



VIAVEÏS

Comptes annuels Au 31 décembre 2019

Compte de résultat

(en euros)	Notes	2019	2018
Chiffre d'affaires	3.1.1	1 479 175	0
Charges d'exploitation		(1 399 229)	(1 678 4)
Achats et charges externes	3.1.2	(1 395 063)	(1 664 8)
Autres Charges (-)/Produits (+) d'exploitation	3.1.3	(3 909)	(1)
Impôts et taxes	3.1.4	(257)	(135)
Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions		0	0
Résultat d'exploitation		79 946	(1 678 4)
Charges (-) et produits financiers (+)	3.1.5	(217)	(91)
Résultat courant		79 729	(1 687 5)
Charges (-) et produits exceptionnels (+)		0	0
Impôts sur les sociétés	3.1.6	(17 599)	0
Résultat net		62 130	(1 687 5)

Bilan

(en euros)	Notes	31/12/2019	31/12/2018
Immobilisations incorporelles		0	0
Immobilisations corporelles		0	0
Immobilisations financières		0	0
Total actif immobilisé		0	0
Clients et comptes rattachés	3.2.1	1 757 638	0
Autres créances et comptes de régularisation	3.2.2	269 702	328
Disponibilités	3.2.3	9 235	14 418
Total actif circulant		2 036 575	14 746
TOTAL DE L'ACTIF		2 036 575	14 746

(en euros)	Notes	31/12/2019	31/12/2018
Capital		10 000	10 000
Report à nouveau		(1 687 5)	0
Résultat		62 130	(1 687 5)
Capitaux propres	3.3.2	55 255	(6 875)
Provisions pour risques et charges		0	
Fournisseurs et comptes rattachés	3.3.3	1 615 217	1 530
Autres dettes et comptes de régularisation	3.3.4	366 103	20 091
Total dettes		1 981 320	21 621
TOTAL DU PASSIF		2 036 575	14 746

Tableau des flux de trésorerie

(en euros)	2019	2018
Résultat net	62 130	(16 875)
Amortissements, dépréciations et provisions nets d'exploitation	0	0
Plus-value / moins value de cession	0	0
Autres	0	0
Marge brute d'auto-financement	62 130	(16 875)
Créances et Stocks	(2 027 013)	(628)
Dettes d'exploitation et diverses	1 959 700	21 621
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(67 313)	21 293
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(6 183)	4 418
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement	0	0
Augmentation de capital	0	10 000
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement	0	10 000
Variation de trésorerie	(6 183)	14 418
Trésorerie d'ouverture (hors instruments financiers)	14 418	0
Trésorerie de clôture (hors instruments financiers)	9 235	14 418

Annexe aux comptes annuels

Au 31 décembre 2019

1 EVENEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS AU COURS DE L'EXERCICE

L'exercice 2019 de VIAVEÏS est le second exercice clos pour la société.

Cet exercice a été marqué par le démarrage de l'activité de la société. Ainsi, la société VIAVEÏS a mis en œuvre les contrats de prestation de services conclus l'année précédente avec les sociétés de concessions d'autoroutes concernant les infrastructures d'accueil et les équipements techniques des communications électroniques.

2 RÈGLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

Les principes comptables appliqués par VIAVEÏS au 31 décembre 2019 sont les mêmes que ceux retenus pour les états financiers annuels au 31 décembre 2018. Les comptes annuels sont présentés conformément au règlement ANC n°2016-07 relatif au PCG abrogeant le règlement CRC n°99-03 se rapportant aux comptes annuels (homologation publiée au JO du 15 octobre 2014) et aux principes appliqués pour l'établissement des comptes annuels en normes françaises.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice comptable à l'autre,
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

2.1 Immobilisations

Au 31 décembre 2019, il n'y a pas d'immobilisations dans la société VIAVEÏS.

2.2 Créances clients et autres créances d'exploitation

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Elles ne font pas l'objet d'une actualisation.

Une dépréciation est pratiquée lorsque qu'il apparaît à la clôture de l'exercice que la valeur actuelle est inférieure à la valeur comptable et qu'il existe une perte probable mais jugée réversible.

2.3 Dettes

Les dettes sont enregistrées pour leur valeur nominale de remboursement. Elles ne font pas l'objet d'une actualisation.

2.4 Impôts sur les sociétés

Les impôts sur les bénéfices sont comptabilisés selon la méthode de l'impôt exigible.
La société est membre du groupe d'intégration fiscale où VINCI SA est la société mère.

2.5 Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice Covid-19

A ce stade d'avancement, la pandémie du Covid-19 et les mesures strictes de confinement imposées par les autorités publiques du 17 mars 2020, ainsi que les mesures d'adaptation opérationnelles mises en place localement, ne devraient pas avoir des incidences significatives sur l'activité et les résultats de la société.

2.6 Changements de méthodes

Par rapport aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018, la société n'a procédé à aucun changement de méthode comptable.

3 NOTES SUR LES COMPTES

3.1 Compte de résultat

3.1.1 Chiffre d'affaires

L'activité de la société en 2019 repose principalement sur des contrats de prestations de services conclus avec les trois sociétés de concessions d'autoroutes de VINCI Autoroutes.

(en euros)	2019	2018
Prestations de service	1 479 175	0
Chiffre d'affaires	1 479 175	0

3.1.2 Achats et charges externes

(en euros)	2019	2018
Achats de fournitures et d'études	2 551	0
Autres charges externes	1 392 512	16 648
Achats et Charges externes	1 395 063	16 648

Le détail des autres charges externes se décompose comme suit :

(en euros)	2019	2018
Services extérieurs	5 752	11 500
Personnel extérieur	111 323	0
Rémunérations d'intermédiaires & honoraires	1 217 777	4 072
Publicité, publications, relations publiques	2 731	0
Divers	54 929	1 076
Autres Charges externes	1 392 512	16 648

Au titre de l'exercice 2019, les honoraires des commissaires aux comptes s'élèvent à 1 200 €.

3.1.3 Autres charges et produits d'exploitation

(en euros)	2019	2018
Autres	3 909	1
Autres Charges nettes (+) ou Produits nets (-)	3 909	1

Les autres charges d'exploitation correspondent à des redevances de logiciels informatiques.

3.1.4 Impôts et taxes

(en euros)	2019	2018
Contribution économique territoriale et autres impôts locaux	257	135
Impôts et taxes	257	135

3.1.5 Charges et produits financiers

Les charges financières correspondent pour la totalité à des intérêts relatifs à la rémunération du compte courant VINCI Autoroutes dans le cadre de la gestion centralisée de la trésorerie.

(en euros)	2019	2018
Autres charges et produits financiers	(217)	(91)
Charges (-) et produits financiers (+)	(217)	(91)

3.1.6 Impôts sur les sociétés

Dans le cadre de l'intégration fiscale, la société est redevable de l'impôt sur les bénéfices à l'égard de VINCI SA, société tête du groupe fiscal.

(en euros)	2019	2018
Impôt sur les sociétés	(17 599)	0
Impôt sur les sociétés	(17 599)	0

3.2 Actif

3.2.1 Créances clients et comptes rattachés

(en euros)	31/12/2019	31/12/2018
Clients - Prestations	1 757 638	0
Dépréciation clients douteux	0	0
Créances clients et comptes rattachés	1 757 638	0

3.2.2 Autres créances et comptes de régularisation

(en euros)	31/12/2019	31/12/2018
État et autres organismes publics	269 702	328
Autres créances et comptes de régularisation	269 702	328

Les créances sur l'état concernent la TVA.

Les échéances des créances clients, autres créances et comptes de régularisation sont réparties de la façon suivante :

(en euros)	TOTAL	1 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans
Clients - Prestations	21 140	21 140				
Clients - Prestations : factures à établir	1 736 498	1 736 498				
Créances clients et comptes rattachés	1 757 638	1 757 638	0	0	0	0
État et autres organismes publics	269 702	269 702				
Autres créances et comptes de régularisation	269 702	269 702	0	0	0	0
Echéancier des créances	2 027 340	2 027 340	0	0	0	0

3.2.3 Valeurs mobilières de placement et disponibilités

(en euros)	31/12/2019	31/12/2018
Valeurs mobilières de placement	0	0
Disponibilités	9 235	14 418
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	9 235	14 418

3.3 Passif

3.3.1 Capital social

Le capital social de VIAVEÏS s'élève à 10 000 €, divisé en 100 actions de 100 euros.

3.3.2 Capitaux Propres

(en euros)	Situation arrêtée au 01/01/2019	Affectation du résultat précédent	Résultat de l'exercice	Situation arrêtée au 31/12/2019
Capital	10 000			10 000
Report à nouveau	0	(16 875)		(16 875)
Résultat	(16 875)	16 875	62 130	62 130
Total des capitaux propres	(6 875)	0	62 130	55 255

3.3.3 Dettes fournisseurs et comptes rattachés

(en euros)	31/12/2019	31/12/2018
Fournisseurs d'exploitation : Factures reçues	76 140	0
Fournisseurs d'exploitation : Factures non reçues	1 539 077	1 530
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 615 217	1 530

3.3.4 Autres dettes et comptes de régularisation

(en euros)	31/12/2019	31/12/2018
Dettes fiscales et sociales	293 196	0
État Im pôt sur les sociétés	0	0
Autres	72 907	20 091
Autres dettes et comptes de régularisation	366 103	20 091

Les autres dettes correspondent au compte courant avec VINCI Autoroutes pour 55,3 milliers d'euros et au compte courant d'intégration fiscale avec VINCI SA pour 17,6 milliers d'euros.

Les échéances des dettes fournisseurs, autres dettes et comptes de régularisation sont réparties de la façon suivante :

(en euros)	TOTAL	1 à 3 m ois	3 à 6 m ois	6 à 12 m ois	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans
Fournisseurs d'exploitation :Factures reçues	76 140	76 140				
Fournisseurs d'exploitation :Factures non reçues	1 539 077	1 539 077				
Dettes fournisseurs et com ptes rattachés	1 615 217	1 615 217	0	0	0	0
Dettes fiscales et sociales	293 196	292 939	257			
Autres	72 907	55 308	17 599			
Autres dettes et com ptes de régularisation	366 103	348 247	17 856	0	0	0
Echéancier des dettes	1 981 320	1 963 464	17 856	0	0	0

3.4 Informations complémentaires

3.4.1 Entreprises liées

(en euros)	Créances	Dettes	Charges financières
ASF	920 450	758 576	
ESCOTA	460 115	555 513	
VINCI AUTOROUTES		55 309	218
COFIROUTE	355 933	206 400	
VINCI		17 599	
Opérations entreprises liées	1 736 498	1 593 397	218

3.4.2 Effectif moyen

La société n'a employé aucun salarié au cours de l'exercice 2019.